

ESSAI DE DÉFINITION DE QUELQUES INDICATEURS DE STRUCTURE ET DE FONCTIONNEMENT DE L'ÉCONOMIE DES PETITES VILLES DE CÔTE D'IVOIRE ⁽¹⁾

Jean CHEVASSU
Economiste
Chargé de Recherches de l'O.R.S.T.O.M.

Summary

Our study of some small towns in Ivory Coast has its purpose the definition of their indicators of structure and the operation of their economies.

Two types of indicators have been employed :

- 1) synthetic indicators which measure the value of the principal sectors and of overall activity :
 - a) the total of public expenses;
 - b) the sum of values added by transformation activities and the town services;
 - c) the whole of former revenues.
- 2) analytic indicators which are representative of the contribution of urban activities. They concern any of the following :
 - a) the importance of public services :
 - the number of qualified people;
 - the level of salaries and other remuneration disbursed.
 - b) the importance of the private sector :
 - the number of people employed in transformation and service activities;
 - the number of transportation vehicles;
 - traffic revenues.
 - c) the level of overall activity :
 - the number of people employed in the public and private sectors, agriculture excluded.

In addition, the economic importance of the towns does not necessarily correspond to their influence upon the rural regions. Also, we have employed certain criteria in order to determine the extent of the zones of influence of the various sectors of activity, in particular the origins of hospital cases and school students as well as the village serviced by " brush taxis ".

Résumé

L'étude de quelques petites villes de Côte d'Ivoire se propose de définir des indicateurs de structure et de fonctionnement de leur économie.

Deux types d'indicateurs ont été retenus :

- 1) des indicateurs synthétiques qui mesurent le poids des principaux secteurs et de l'activité générale :
 - a) le total des dépenses publiques;
 - b) la somme des valeurs ajoutées par les activités de transformation et de services du centre;
 - c) l'ensemble des revenus précédents.

(1) Cette communication est une tentative de synthèse de la recherche que nous avons effectuée en 1967-68 sur sept petites villes du Centre et du Nord de la Côte d'Ivoire.

2) des indicateurs analytiques qui sont représentatifs de l'impact des activités urbaines. Ils concernent soit :

- a) le poids des services publics :
 - le nombre d'actifs qualifiés;
 - le montant des salaires et avantages distribués.
- b) le poids du secteur privé :
 - le nombre d'actifs dans les activités de transformation et de services;
 - le nombre de magasins;
 - le nombre de véhicules de transport;
 - les revenus de la traite.
- c) le niveau d'activité générale :
 - le nombre d'actifs des secteurs publics et privés, agriculture exclue.

Par ailleurs, le poids économique des villes ne correspond pas forcément à leur rayonnement sur les zones rurales. Aussi, avons nous recours à quelques critères pour déterminer l'étendue des zones d'influence des différents secteurs d'activité, en particulier l'origine des hospitalisés et des élèves ainsi que les villages desservis par les « taxis-brousse ».

INTRODUCTION

L'un des objectifs fondamentaux de l'étude des petites villes de Côte d'Ivoire consistait à définir les sources d'information et les méthodes d'investigation nécessaires à l'établissement d'un diagnostic sur leur fonctionnement et les facteurs de leur croissance.

Le domaine d'étude comprend les centres de Katiola, Ferkéssédougou, M'Bahiakro, Béoumi, Tiébissou, Sakassou et Brobo qui sont tous des chefs-lieux de Sous-Préfecture. Ils ont été choisis en fonction des critères suivants :

- a) Le poids démographique du centre.
- b) L'activité agricole dominante de la zone où se situe le centre.
- c) La position du centre par rapport aux voies de communications.
- d) La localisation par rapport à une grande ville.

	Savane pauvre	Contact ou savane riche	Situé sur un grand axe	Situé sur un axe moy.	Non situé sur un axe	Soumis à l'influence d'une ville	Population en 1963(*)
Katiola	x		x				12.100
Ferkéssédougou	x		x				9.633
M'Bahiakro		x		x			4.100
Béoumi		x		x			4.750
Tiébissou		x	x				3.600
Sakassou		x			x	x	2.053
Brobo	x			x		x	1.270

(*) Sources : campagne antivariolique.

L'activité générale des centres étudiés est liée principalement au niveau de développement :

- des services publics;
- des activités de transformation et de services.

Pour chacun de ces secteurs et pour l'ensemble, nous calculerons en premier lieu des indicateurs synthétiques. En second lieu, nous rechercherons quels sont parmi les indicateurs analytiques ceux qui sont représentatifs de l'impact des activités urbaines.

PREMIÈRE SECTION

LE POIDS ET L'INFLUENCE DES SERVICES PUBLICS

Les indicateurs synthétiques et analytiques sont reportés dans le tableau 1 et le graphique 1. Ils ont été calculés en prenant pour base 100 la ville de Katiola.

I. — Les indicateurs synthétiques.

1. — *Total des dépenses publiques.*

Comme premier indicateur synthétique nous avons retenu l'ensemble des dépenses publiques. Cet indicateur représente le poids des services publics dans la zone concernée. L'impact de ces services dépend cependant aussi de leur pouvoir d'attraction sur l'extérieur.

2. — *Critère d'influence extérieure des services publics.*

On peut établir ces zones d'influence d'après les renseignements fournis par les services publics concernés. Ces zones définies, nous calculons leur population (2). On peut alors déterminer le montant des dépenses administratives par usager.

En multipliant le montant des dépenses par usager par le nombre d'habitants de la circonscription, on obtient une estimation de la part des dépenses publiques réellement utilisées par la circonscription. On en déduit immédiatement le pourcentage des dépenses publiques susceptibles d'être utilisées par les non-résidents.

3. — *L'équipement public.*

Un indice d'équipement public a été calculé par les géographes (3).

Il ne correspond pas dans tous les cas aux indicateurs précédemment définis. Il sous-estime l'impact exercé par les services publics de Ferkéssédougou..

(2) Répertoire des localités de la Côte d'Ivoire. Abidjan, Ministère de la Santé Publique, oct. 1965.

(3) Cf. A.M. CORREN, Les villes de Côte d'Ivoire. Une méthode d'approche par l'étude des équipements tertiaires, *Bulletin de l'association des géographes français*, novembre-décembre 1968, p. 223-238.

TABLEAU 1
Indicateurs de l'impact des services publics
Indices : Katiola = base 100

Indicateurs		Katiola	Ferkéssé dougou	M'Bahi- akro	Béoumi	Tiébissou	Sakas- sou	Brobo		
Indicateurs synthétiques	Total dépenses publiques	Valeur(*)	205	253	124	150	99	62	33	
		Indice	100	123	60	73	48	30	16	
	Dépenses publiques par tête. (francs)	par habitant circonscription	5.490	8.400	4.300	2.740	2.030	1.300	1.600	
		par usager	3.660	4.500	3.000	2.000	1.500	1.200	1.600	
	Indice influence extérieure		100	139	90	81	69	23	-	
	Indice d'équipement services publics(**)		100	92	83	69	50	28	-	
Indicateurs analytiques	Démograph. (actifs résidents au centre)	Actifs qualifiés	200	210	130	140	110	80	20	
		Actifs non qualifiés	195	182	89	80	54	23	20	
		Total act. serv. publ.	395	392	219	220	164	103	40	
	Economiques (dépenses publiques dans circonscription)	Salaires autres avantages(*)		165	190	108	120	81	54	28
		Dépen- ses de fonct.	Valeur(*)	24	53	14	16	12	5	4
			% dép. dans le centre	76 %	68 %	82 %	64 %	77 %	58 %	14 %
		Investissement moyen an. (*)		16	10	2	14	6	3	1

(*) Valeur en millions de francs CFA.

(**) Cf. A. M. COTTEN, *ibid.*

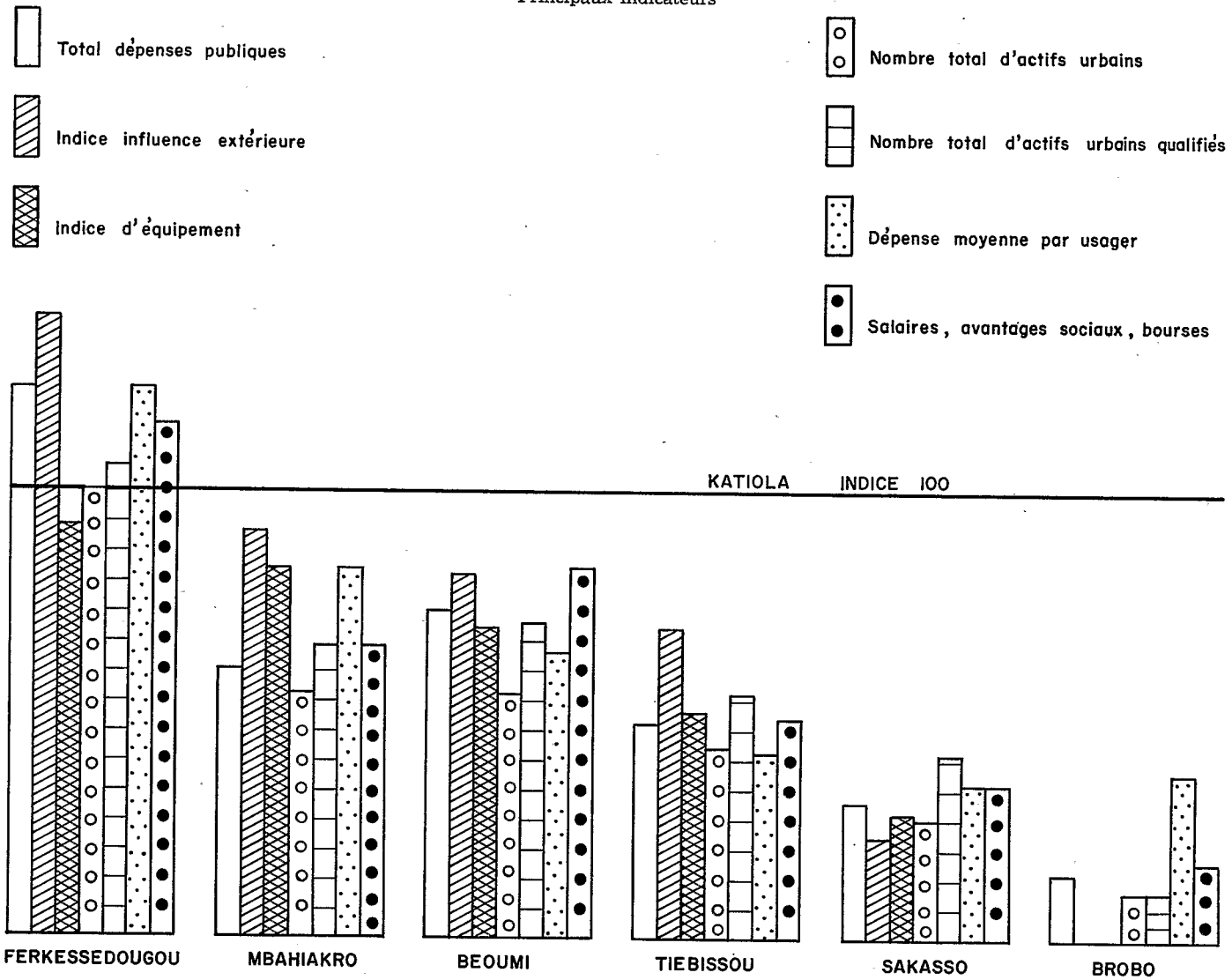
Ce biais peut provenir du fait que :

— d'une part, les dépenses induites ne sont pas forcément proportionnelles au montant des investissements;

— d'autre part, le niveau d'équipement n'est pas toujours en étroite relation avec l'étendue géographique de la zone d'influence, ni avec l'intensité d'utilisation des services.

SERVICES PUBLICS
Principaux indicateurs

GRAPHIQUE 1



II. — Les indicateurs analytiques.

1. — Les indicateurs démographiques.

Les actifs des services publics peuvent se décomposer en deux catégories :

- les actifs qualifiés;
- les actifs non qualifiés qui sont en général des manœuvres recrutés à titre temporaire.

On constate que la *corrélation* entre le total des dépenses publiques et :

- d'une part, le nombre *total d'actifs* des services publics est très faible;
- d'autre part, le nombre *d'actifs qualifiés* résidant au centre, est relativement forte, principalement à l'intérieur du groupe des anciens chefs-lieux administratifs. Les dépenses publiques moyennes annuelles sont alors égales à 1,05 million par actif qualifié avec un écart maximum égal à 14 %. Ce dernier est toutefois plus fort à l'intérieur du groupe des nouveaux chefs-lieux où le poids des actifs résidant dans la zone rurale est plus important à Brobo qu'à Sakassou.

Il semble donc que pour des villes d'une certaine importance et à l'intérieur de catégories distinctes, on pourrait retenir le nombre d'actifs qualifiés résidant au centre comme représentatif du poids des services publics.

2. — Les indicateurs économiques.

La décomposition de l'ensemble des dépenses publiques permet de constater que les *salaires et autres avantages* représentent la majorité des dépenses : entre 75 et 87 %. Ils pourraient donc servir d'indicateur du poids des dépenses publiques.

SECTION II

LE ROLE ET L'INFLUENCE DES ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION ET DE SERVICES

Les indicateurs synthétiques et analytiques sont reportés dans le tableau 2 et le graphique 2.

A. — Les indicateurs synthétiques.

I. — La production urbaine brute (P.U.B.).

Elle est égale à la somme des valeurs ajoutées par les activités de transformation et de services du centre.

Par rapport à leur population respective les centres situés au contact forêt-savane ont une P.U.B. supérieure à ceux de savane quelle que soit l'importance de l'impact des services

TABLEAU 2

421

Indicateur de l'impact des activités de transformation et de services

Indices : Katiola = base 100

Valeur en millions francs CFA

Indicateurs		Katiola	Ferkéssé dougou	M'Bahi akro	Béoumi	Tiébissou	Sakassou	Brobo		
Indicateurs synthétiques	P.U.B. (1)	Valeur	153	161	237	175	121	93	11	
		Indice	100	105	154	114	79	60	7	
	Indicateur influence extérieure(2)		100	146	108	87	73	-	-	
	Indice équipement(3)		100	322	211	155	-	-	-	
Indicateurs analytiques	Démogr.	Nbre actifs	802	846	797	644	465	291	75	
		Pers. charge/ actif	2,8	2,8	2,4	2,2	1,9	2,3	3,0	
		Pers. vivant rev. sect. privé.	3 060	3 220	2 700	2 080	1 350	960	300	
	P.U.B.	Commerce	48	74	85	58	49	21	5	
		Traite	6	4	39	25	15	16	-	
		Transport	28	28	60	45	21	37	1	
		Artisanat	57	34	41	31	24	15	3	
		Loyers, aut. serv.	14	21	12	16	12	4	2	
		Impôts(4)	1,6	4,1	5,8	1,7	3,5	1,6	0,2	
	Economiques	chif. affaires société pétr.	45	60	70	60	40	20	3	
		salaires annuels privés	10	23	16	12	8	6	0,5	
		Investis.	const.(5)	39	33	58	65	57	23	-
			équip.(6)	3	5	13	11	1	1	-
		Nombre véhicul.	Taxis	20	26	56	43	10	26	1
Camions			14	26	60	14	16	16	1	
Indice productivité du travail (7)		100	100	156	143	137	168	77		

(1) Production urbaine brute : valeur ajoutée par les activités privées urbaines, agriculture exclue.

(2) Indice de la population de la zone influence/Population Sous-Préfecture.

(3) Cf. A. M. CORREN, ibid.

(4) Liés aux services privés : F.N.I.A. (Bénéfices commerciaux) impôts général revenu (commerçants) patentes, licences.

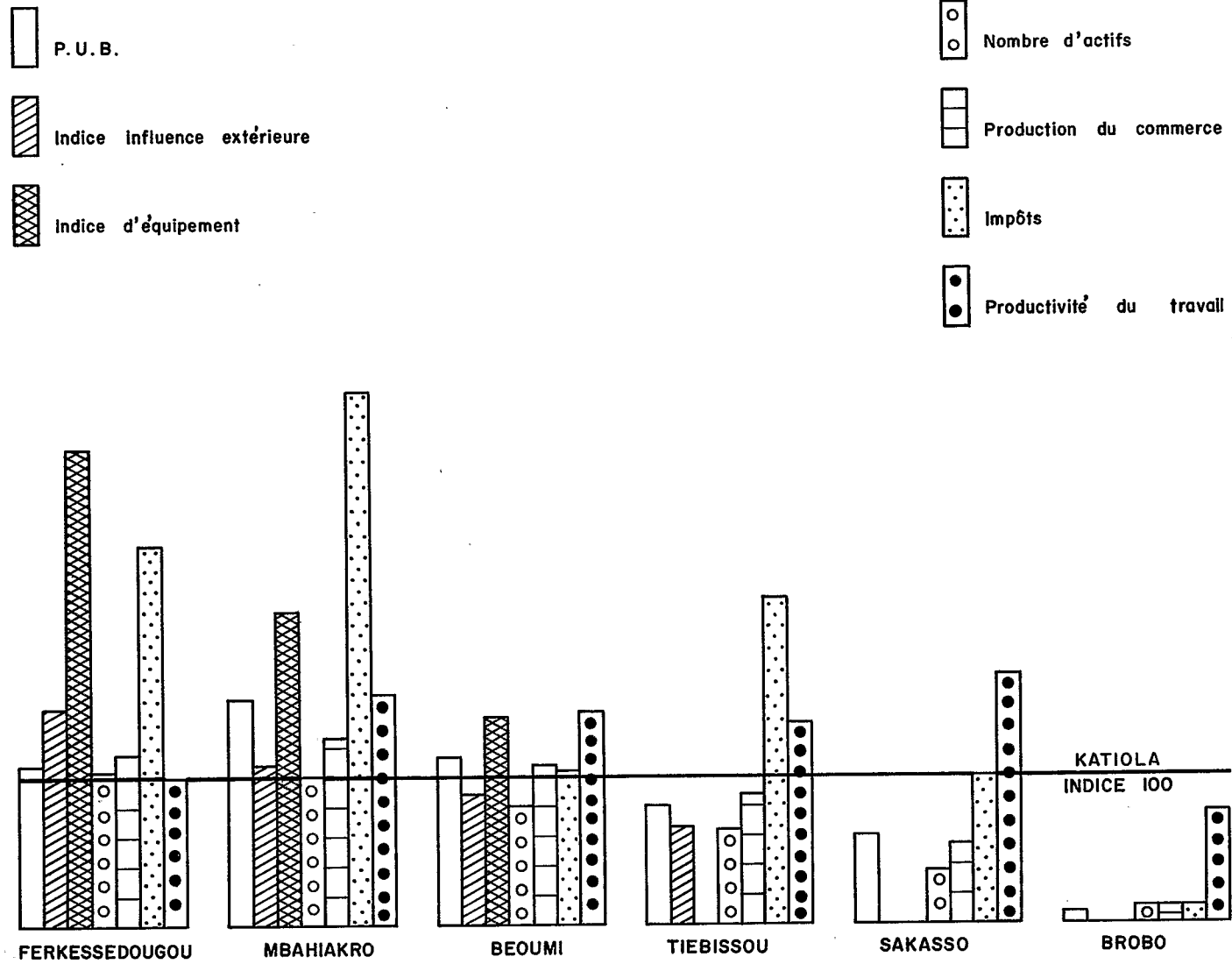
(5) Total investissements de 1960 à 1967.

(6) Total achats équipement de 1960 à 1967.

(7) P.U.B./Nombre d'actifs.

ACTIVITES DE TRANSFORMATION ET DE SERVICES
Principaux indicateurs

GRAPHIQUE 2



publics. On peut donc en conclure que la production rurale semble être la principale cause du développement des activités urbaines proprement dites.

Si cet indicateur est représentatif du poids économique des activités de transformation et de services, il ne fournit pas d'information sur leur pouvoir d'attraction sur la zone rurale. C'est pourquoi il nous faut rechercher un critère d'influence extérieure.

II. — *L'influence extérieure.*

Pour les centres étudiés, la fonction commerciale nous a paru primordiale pour les raisons suivantes :

- 1) la production brute du commerce représente entre 23 et 46 % de la P.U.B.;
- 2) les achats de produits importés semblent motiver la majorité des déplacements au centre urbain et être à l'origine de l'utilisation des autres activités : artisanat, transport, etc.;
- 3) les ventes de produits vivriers sont généralement inférieures aux achats de produits importés. Le rôle des marchés est donc lié principalement à la fonction commerciale.

On a donc retenu l'étendue géographique de la zone d'influence commerciale pour déterminer l'influence des activités privées urbaines.

La plus grande partie des déplacements au centre a lieu par l'intermédiaire des « taxis-brousse ». Les chauffeurs de taxis ou le syndicat local des transports routiers peuvent fournir la liste des villages ou des marchés fréquentés les différents jours de la semaine. La fréquence des déplacements fournit une indication sur l'intensité des relations. Certains centres dépendent en totalité ou en partie de l'extérieur, on doit alors interroger les chauffeurs de taxis étrangers à la zone sur leur origine.

Nous prendrons comme indicateur d'influence extérieure le rapport entre la population totale de la zone d'influence et celle de la circonscription administrative. L'indicateur ainsi défini ne donne pas la même classification que celui de la P.U.B., il est nettement supérieur pour les centres de savane, excepté pour le nouveau chef-lieu Brobo. Cette divergence est compréhensible dans la mesure où les habitants de la savane ont des revenus plus faibles que ceux de la forêt, donc un poids par unité moins important dans la transformation des revenus urbains.

III. — *L'indice d'équipement.*

Les géographes ont calculé un indice d'équipement d'après le recensement des activités économiques et le montant des patentes (4). Cet indice n'est en corrélation avec aucun des deux indicateurs précédemment définis. On peut expliquer cette indépendance par le fait que :

— le niveau de l'infrastructure ne correspond pas au niveau de la production. D'une part, la nationalité du propriétaire joue un rôle sur l'importance de l'équipement indépendamment de la production. D'autre part, le même équipement peut réaliser une production fort variable selon le revenu de la zone dans laquelle il se trouve;

— l'équipement du commerce moderne est le plus facilement appréhendable par enquête légère. Or, la production brute du commerce moderne varie entre 48 % et 71 % de celle de l'ensemble du commerce;

— la politique des sociétés commerciales a modelé la fonction commerciale durant la période coloniale. Le retrait de ces sociétés s'est parfois accompagné d'une modification de l'aire d'influence due en partie au dynamisme des nouveaux entrepreneurs, sans relation avec le niveau d'équipement;

(4) Cf. A. M. COTTEN, *op.cit.*

— la croissance rapide des revenus au cours des dernières années a provoqué une forte migration vers certains centres. Cette population se considère comme instable, aussi, malgré des revenus parfois élevés, elle réalise les investissements minimum, d'autant plus que la fraude fiscale est plus importante pour une petite entreprise apparente;

— le poids attribué aux commerces spécialisés ne correspond pas au montant des ventes de produits spécialisés par le centre. C'est ainsi qu'une entreprise de commerce général peut réaliser des ventes de produits spécialisés supérieures à celles de plusieurs commerces spécialisés. Là encore, la spécialisation dépend de la nationalité du propriétaire, celle-ci étant généralement plus différenciée spatialement pour les entreprises européennes.

Enfin, le *montant des impôts* relatifs à l'activité des entreprises est loin d'être proportionnel à la P.U.B. La fraude fiscale est encore importante et variable selon les centres et les activités.

B. — Les indicateurs analytiques.

I. — L'indicateur démographique.

De même que pour les services publics, l'indicateur retenu pour les activités de transformation et de services est le nombre d'actifs. Celui-ci a été obtenu d'après les résultats des enquêtes démographiques et économiques. Les deux informations ne concordaient d'ailleurs pas toujours faute d'une harmonisation préalable des définitions.

On constate que le nombre total d'actifs employés par le secteur privé n'est pas proportionnel aux indices synthétiques. Cependant, on trouve une *certaine corrélation* entre le nombre d'actifs et la P.U.B. à l'intérieur des *deux catégories de centres suivants* :

- les centres de savane : Katiola, Ferkéssédougou, Brobo;
- les centres de contact : M'Bahiakro, Béoumi, Tiébissou.

Cette différence est due à la productivité du travail qui est plus faible dans le premier groupe par rapport au second à cause de la prolifération d'activités traditionnelles peu lucratives, dues à la faiblesse des revenus des ruraux.

Par ailleurs, à Sakassou, la croissance récente du centre qui n'a pas encore exercé d'attrait sur les petits entrepreneurs, et des revenus ruraux élevés en font un centre à forte productivité du travail. Le développement urbain ne se traduit donc pas forcément par une amélioration du niveau de vie urbain moyen.

Malgré des cas particuliers tels que Sakassou, nous pouvons donc retenir le *nombre d'actifs* comme *indicateur du niveau d'activité à l'intérieur d'espaces régionaux* délimités en fonction des revenus des ruraux.

II. — Les indicateurs économiques.

Pour les centres étudiés, l'activité urbaine est réalisée entre 85 et 96 % par le commerce, la traite, le transport ou l'artisanat.

Aussi, si l'on pouvait saisir le niveau de production de chacune de ces branches à partir du nombre d'entreprises, il suffirait de procéder à leur dénombrement pour mesurer leur poids économique. Il nous faut donc comparer la production moyenne par catégorie d'entreprise.

1) *Nombre d'entreprises commerciales.*

a) Le commerce moderne.

Si l'on retenait la production moyenne médiane par entreprise, on aurait 2,6 millions par entreprise moderne avec un écart relatif maximum très élevé de 43 %.

On ne peut pas tenir compte de la situation régionale du centre pour différencier le niveau de production des entreprises; celles de Ferkéssédougou et de Tiébissou ont ainsi une production moyenne voisine bien que placées dans des conditions différentes.

Cependant, on peut diminuer la marge d'erreur d'appréciation :

1) en distinguant la catégorie des centres anciens de celle des nouveaux. Ces derniers ont des entreprises relativement moins développées;

2) en prenant la production par boutique au lieu de celle par entreprise.

L'écart maximum est alors réduit à 25 %. On peut encore l'améliorer en tenant compte de certaines informations individualisées : montant des impôts, nombre de salariés, consommation d'électricité, importance et diversification du stock, montant des crédits obtenus.

b) Le commerce traditionnel.

Nous avons classé le commerce traditionnel en deux groupes.

Pour chacun de ces groupes on aurait pour production brute médiane respectivement :

1) 0,5 million par petite boutique avec un écart relatif maximum de 60 %. Les écarts ne sont pas fonction de l'importance du centre ou de sa situation géographique. Néanmoins l'impact sur la production commerciale est limité par le fait que les petites boutiques ne réalisent au maximum que 8 % de la production du commerce.

2) 0,16 million par petit commerce avec un écart relatif maximum de 29 %. Cependant, on peut différencier les centres de savane des centres préforestiers et à l'intérieur de ces catégories les centres anciens des centres nouveaux où la concurrence est moins forte.

2) *Nombre d'entreprises de transport.*

La production moyenne médiane par entreprise de transport toutes catégories est égale à 1,12 million avec un écart relatif maximum de 28 %.

On peut réduire cet écart en calculant la production par type de véhicule. On a alors la production brute moyenne suivante :

Groupe	Katiola	Ferkéssédougou	M'Bahiakro	Béoumi	Tiébissou	Sakassou	Mediane	écart. relat. maxim.
Taxis	0,60	0,48	0,70	0,71	0,63	0,68	0,60	20 %
Véhic. lourds	1,00	0,84	0,60	1,00	0,82	1,05	0,80	25 %

Les écarts relatifs maxima sont alors réduits à 20 % pour les taxis et 25 % pour les véhicules lourds.

En ce qui concerne les taxis on peut considérer un groupe de savane avec 0,55 million par véhicule et un groupe forestier avec 0,68 million par véhicule avec des écarts maxima respectifs de 13 % et 8 %. Les revenus varient à l'intérieur de ces écarts en fonction princi-

palement de l'âge des véhicules. Ferkéssédougou et M'Bahiakro, par exemple, ont un grand nombre de vieux camions qui sont immobilisés une bonne partie de l'année pour réparation ou manque de rentabilité.

3) *Le nombre d'entreprises artisanales.*

La production moyenne médiane est égale à :

- 0,20 million pour l'artisanat moderne avec une marge d'erreur fort élevée de 45 %;
- 0,13 million pour l'artisanat traditionnel avec un écart maximum de 15 %.

On peut diminuer l'erreur relative à l'artisanat moderne en prenant :

- 0,13 million par entreprise pour les centres de savane avec une erreur de 15 %;
- 0,25 million par entreprise située en zone préforestière avec une erreur de 20 %.

4) *Le nombre total d'entreprises de traite.*

La traite étant périodique, elle est généralement exercée comme activité secondaire et parfois en fraude à cause des patentes. Il est donc difficile de saisir le nombre d'entreprises.

Néanmoins, dans les régions forestières les revenus de la traite sont importants. A M'Bahiakro ils représentent 17,6 % de la P.U.B. et à Sakassou 15,5 %, ce qui explique en partie le développement de ce centre.

On obtiendra le revenu des traitants et sous-traitants d'après le volume des produits agricoles industriels commercialisés dans chaque centre. Ces volumes sont comptabilisés par la Caisse de Stabilisation des produits agricoles.

SECTION III

LE NIVEAU D'ACTIVITÉ GÉNÉRALE

Les indicateurs synthétiques et analytiques sont reportés dans le tableau 3 et le graphique 3.

I. — Les indicateurs synthétiques.

1. — *Le revenu urbain brut global : R.U.B.G.*

L'ensemble des revenus d'un centre est égal à la somme des revenus bruts suivants (carte 1) :

- a) revenus des agriculteurs résidant au centre,
- b) revenus des activités de transformation et de services,
- c) revenus distribués par les services publics.

Seuls les revenus des activités de transformation et de services sont représentatifs de l'activité urbaine proprement dite. Les transferts privés reçus par les urbains n'ont pas pu être comptabilisés, mais ils paraissent relativement faibles. Aussi avons nous confondu le revenu des activités de transformation et de services avec la P.U.B. précédemment définies.

On peut assimiler les dépenses des services publics aux revenus d'une activité urbaine. Elles représentent l'activité du centre dépendant de l'extérieur.

TABLEAU 3
Quelques indicateurs de l'activité générale

Indices : Katiola = base 100 Valeur en millions francs CFA

Indicateurs		Katiola	Ferkéssé- dougou	M'Bahiakro	Béoumi	Tiébissou	Sakassou	Brobo			
Indicateurs synthétiques	Revenus Centre	Agriculture (a)	51	17	100	21	16	12	5		
		RUBG	Serv. publics (b)	205	253	124	150	99	62	33	
			Aut. activités (c)	153	161	237	175	121	93	11	
		Total (a) + (b) + (c)		409	431	461	346	238	167	49	
	RUBG (b + c)	Valeur (d)	358	414	361	325	220	155	44		
		Indice	100	115	101	91	61	43	12		
	Poids services publics (b)/(d)		57 %	61 %	34 %	46 %	45 %	40 %	75 %		
	Ind. global d'influence extérieure		100	142	99	84	71	12	-		
	Ind. d'équip. global(*)		100	132	108	80	76	40	-		
	Indicateurs analytiques	Démographiques	Population totale	Recensée(**)	12 235	10 171	8 469	5 318	3 754	2 550	1 596
Rec. admi.(***)				10 772	10 104	3 121	3 995	2 140	873	790	
Estimée				12 500	11 000	8 000	6 500	4 000	3 000	1 600	
Nbre actifs		Agriculture		1 707	840	1 011	554	328	281	228	
		Sect. non agric.	Nbre % total	1 197 41,0	1 238 60,0	1 016 50,0	844 60,0	629 66,0	394 58,0	115 34,0	
			Total actifs		2 904	2 078	2 027	1 418	957	675	343
Economiques		Dépense const.	Total 1960- 1967		123	89	131	114	137	62	4
			Dépense moy. annuelle par tête		1 260	1 000	2 050	2 200	4 280	2 580	360
		Elec- tricité	Nbre abonnés		254	315	218	123	176	80	-
			Cons. annuelle		4,0	8,5	3,5		1,3		-

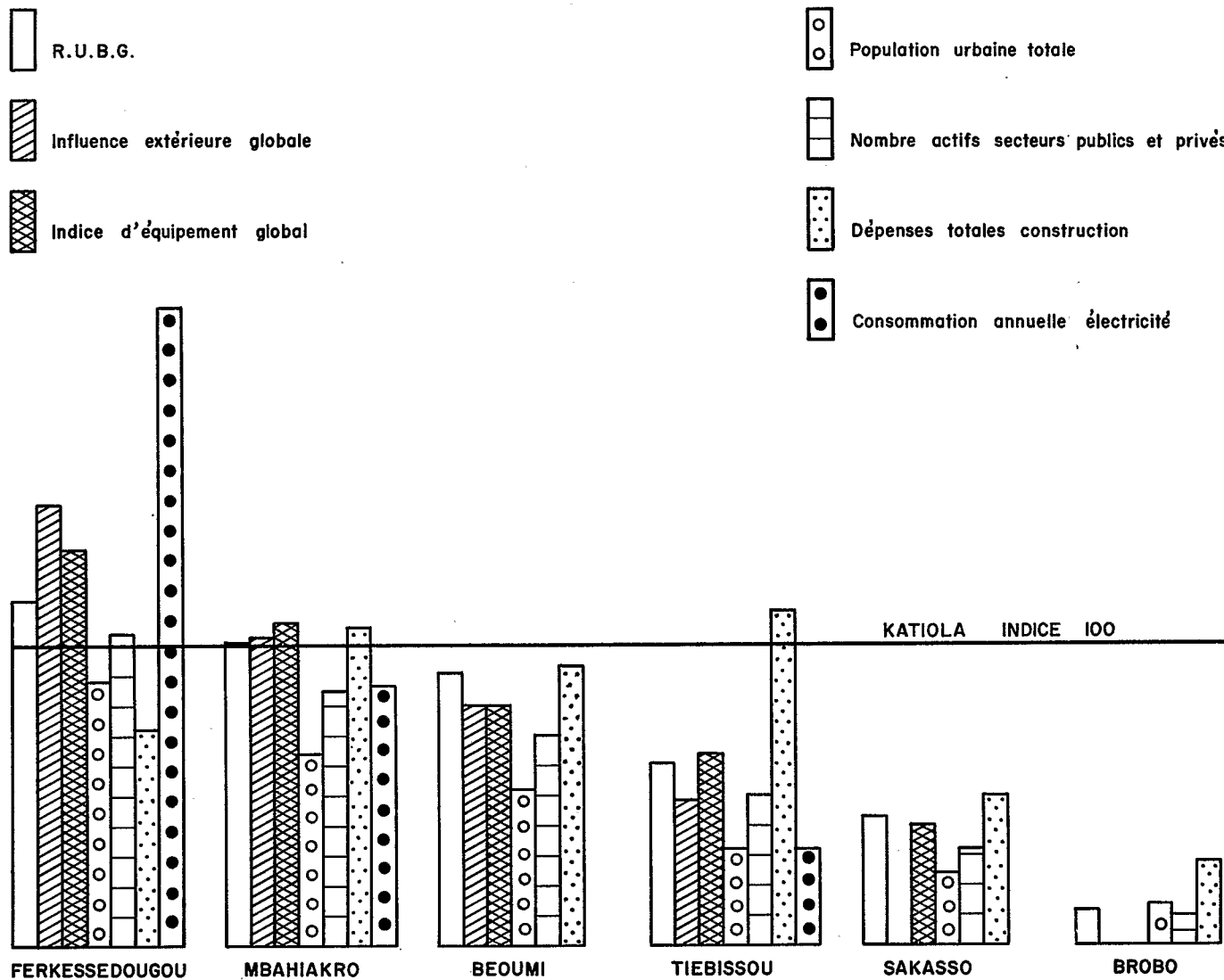
(*) A. M. COTTEN, *ibid.*

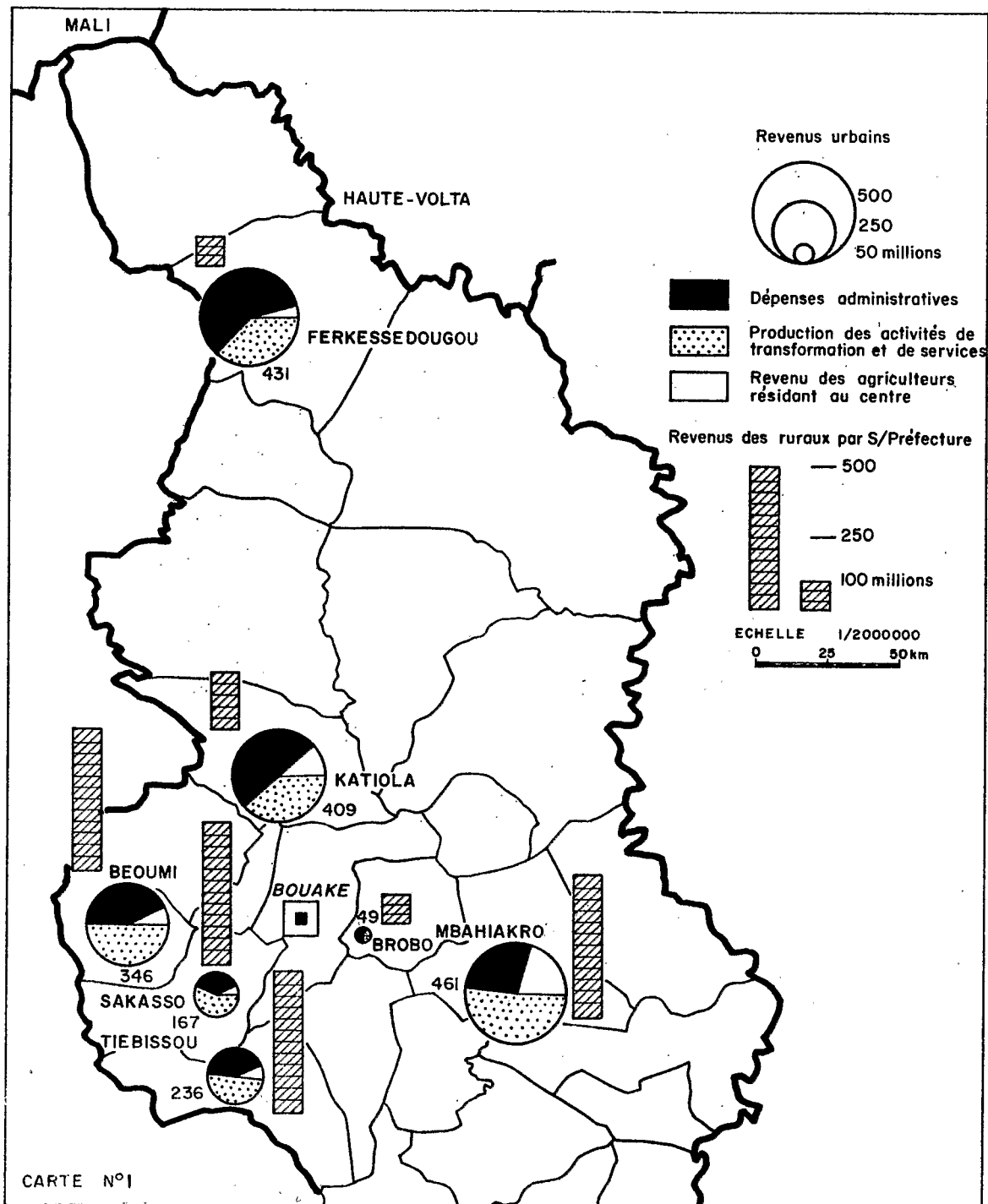
(**) Recensement exhaustif : avril 1967 : Tiébissou ; juillet-août 1967 : Béoumi, Sakassou ; oct.-nov. 1967 : Katiola ; janv.-févr. 1968 : M'Bahiakro ; fév. 1968 : Brobo ; avril 1968 : Ferkéssédougou.

(***) Dernier recensement administratif.

ACTIVITE GENERALE
Principaux indicateurs

GRAPHIQUE 3





CARTE N°1

CARTE 1

Répartition structurelle des revenus urbains comparés aux revenus des ruraux

Aussi, les éléments composant le R.U.B.G. sont :

— la P.U.B. + l'ensemble des dépenses des services publics.

La *classification* obtenue d'après cette définition serait légèrement différente des deux classifications sectorielles précédentes.

On aurait eu encore une autre classification si on avait tenu compte de l'ensemble des revenus du centre, c'est-à-dire de ceux des ruraux, M'Bahiakro aurait alors le niveau de revenu le plus élevé.

2. — *Le critère global d'influence extérieure :*

Le critère global d'influence extérieure doit représenter la synthèse entre l'influence de toutes les activités urbaines.

On l'a établi en prenant la moyenne arithmétique des deux indicateurs sectoriels d'influence extérieure précédemment définis, pondérée par l'importance relative de chacun des deux secteurs.

D'après ce critère, on obtient une classification identique à celle déterminée en fonction du R.U.G.B. sauf à Ferkéssédougou. Malgré son étendue, le poids de la zone rurale dans le R.U.B.G. y est relativement moins fort à cause de la faiblesse des revenus agricoles.

3. — *L'équipement global :*

Les géographes ont calculé un indice d'équipement global en prenant la moyenne cumulée des trois indices révélateurs des principales fonctions de la ville (5). La comparaison entre cet indice d'équipement global et les deux indicateurs précédemment analysés montre qu'ils sont en relation. L'indice d'équipement global serait d'ailleurs un meilleur indicateur de l'*influence extérieure* que du R.U.B.G.

Cependant, avant de pouvoir retenir l'indice global d'équipement comme indicateur de l'activité générale, il doit être testé sur des centres aux structures plus variées. Cet indice, comme nous l'avons vu, est en effet composé d'indices partiels qui ne sont pas toujours représentatifs des activités urbaines. De ce fait, la coïncidence est parfois fortuite, comme à Ferkéssédougou où elle résulte d'une sous-estimation de la fonction administrative et d'une surestimation de la fonction du secteur privé.

Par ailleurs, cet indice a été calculé pour une période donnée, il ne peut être utilisé pour une analyse dynamique. Il convient donc de rechercher s'il existe des indicateurs analytiques permettant de saisir le niveau d'activité générale.

II. — Les indicateurs analytiques.

1. — *Les indicateurs démographiques.*

a) *La population totale :*

On peut classer les centres d'un point de vue démographique d'après le nombre d'habitants, à condition de disposer de recensements valables. Or, ces recensements ne donnent pas toujours une population égale à celle que nous avons recensée.

(5) Cf. A. M. COTTEN, *op.cit.*

Il semblerait que les chiffres fournis par les recensements administratifs soient sous-estimés.

A cause de la grande mobilité démographique, nous avons été amenés à faire une estimation de la population moyenne annuelle. Elle tient compte des élèves de l'extérieur qui résident au centre au cours de l'année scolaire et des mouvements migratoires saisonniers.

L'indice de cette population estimée ne correspond pas aux indices globaux d'activité. En effet, la répartition socio-professionnelle de la population peut être fort variable d'un centre à l'autre, ainsi que la productivité du travail et le nombre de personnes à charge par actif.

b) *Structure socio-professionnelle.*

Le degré d'urbanisation d'une ville est en partie fonction de la répartition entre la population rurale et la population urbaine proprement dite. Ce n'est pas dans les centres les plus peuplés que la proportion de ruraux est la plus faible. En dehors de l'attrait urbain, certains facteurs historiques, sociologiques, économiques ou politiques ont influencé cette répartition structurelle.

c) *Le nombre d'actifs.*

Par suite de la différence de répartition structurelle entre la population agricole et non agricole, le nombre total d'actifs ne peut être retenu comme indicateur du R.U.B.G., le secteur agricole ayant une productivité par actif nettement plus faible que le secteur urbain proprement dit.

Par contre le nombre d'*actifs des activités privées et publiques urbaines* est en corrélation avec le R.U.B.G. avec un écart maximum de 11 % par rapport à la médiane.

2. — *L'aspect urbain.*

L'aspect urbain d'une ville peut se mesurer par le montant des dépenses dans la construction.

Il apparaît très nettement que les dépenses prévues dans la construction, totales ou par urbains, ne correspondent pas au degré d'urbanisation tel qu'il a été mesuré par les critères précédents.

3. — *La consommation d'électricité.*

On peut obtenir par l'E.E.C.I. le nombre d'abonnés du secteur privé et du secteur public ainsi que les dépenses annuelles d'électricité de chacun de ces secteurs. Cet indicateur semblerait représentatif du niveau d'activité urbaine excepté pour Ferkéssédougou où la R.A.N. et les T.P. ont une très forte consommation d'électricité. La consommation privée y est aussi relativement élevée à cause du plus grand nombre d'entreprises européennes. Il doit donc être interprété en fonction de la structure socio-professionnelle des abonnés.

CONCLUSION

L'analyse précédente a montré que l'impact des activités urbaines était mesurable à partir de critères et d'indicateurs facilement repérables.

D'une part, les principaux indicateurs retenus sont :

- 1) En ce qui concerne le poids des services publics :
 - le nombre d'actifs qualifiés,
 - le montant des salaires et avantages distribués.
- 2) En ce qui concerne le poids du secteur privé :
 - le nombre d'actifs dans les activités de transformation et de services,
 - le nombre de véhicules de transport,
 - les revenus de la traite.
- 3) En ce qui concerne le niveau d'activité générale :
 - le nombre d'actifs des secteurs publics et privés, agriculteurs exclus,
 - la consommation annuelle d'électricité sous certaines conditions.

D'autre part, quelques critères permettent de déterminer l'étendue des zones d'influence des deux principaux secteurs d'activité.

Nous pensons, qu'une analyse de la croissance des petites villes pourrait être réalisée à partir de la mesure des indicateurs analytiques retenus à condition de modifier les ratios adoptés en fonction :

- 1) des modifications structurelles observées au cours du temps,
- 2) du niveau de développement et de diversification des centres pour une éventuelle généralisation.

COLLOQUES INTERNATIONAUX
DU
CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Sciences Humaines

LA CROISSANCE URBAINE
EN AFRIQUE NOIRE
ET A MADAGASCAR

TALENCE
29 septembre - 2 octobre 1970

EXTRAIT

ÉDITIONS DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
15, quai Anatole-France - Paris-VII
1972

- 4 OCT. 1972
O. R. S. T. O. M.
Collection de Référence
n° 5653 (Eco.)

CHEVASSU (J.)